

REVUE DE PRESSE – HELVETIA LATINA

JUIN 2014

Lundi 02.06.14 - Le Temps

www.letemps.ch

« Le français doit rester un pilier du gymnase bernois »

Langue Un projet de réforme de la maturité cantonale s'en prend au français

Choqués, des enseignants en appellent au conseiller d'Etat Bernhard Pulver

Colère des enseignants de français et de langues étrangères du Canton de Berne suite à un projet de réforme du secondaire II qui remet en cause la place de ces disciplines dans la dernière année avant la « matu », dans un contexte où le français est sur la défensive en Suisse.

L'instauration d'un gymnase sur quatre ans dans tout le canton germanophone est appréciée. Cependant le projet en consultation prévoirait que l'enseignement du français, de l'anglais ou de l'italien se terminerai pour l'essentiel au bout de la troisième année. « C'est inadmissible, alors que cette dernière année est précisément celle où la maturité intellectuelle et personnelle permet d'aborder au mieux des textes complexes, qu'il s'agisse de Marivaux ou des articles publiés dans *Le Temps* ! Si on se limite à des textes de lectures facile, la maturité bernoise perdra de sa valeur par rapport à d'autres titres », tempête Roger Hiltbrunner, professeur au Gymnase du Seeland (Bienne).

L'anglais n'est pas privilégié par rapport au français puisque celui-ci est également concerné. Ce sont globalement les langues « étrangères » qui sont affaiblies. Ceci dû à une coupe d'un demi-milliard de francs au total, dont 9-10 millions pour les gymnases.

Le collège cantonal des professeurs de français de niveau gymnasial du canton de Berne, par l'entremise de Roger Hiltbrunner compte beaucoup sur le conseiller d'Etat Bernhard Pulver, patron de l'Instruction publique, pour qu'il leur donne raison. « Son attachement à la langue française est sincère et son autorité de chef de département incontestable ». Ils souhaitent que le français soit mieux réparti sur l'ensemble des quatre ans.

Selon lui, il n'y a pas vraiment de Röstigraben mais bien une barrière de la Reuss. Comme outil de défense en faveur du français, il conseille de ne

	<p>pas trop se laisser impressionner par ceux qui crient le plus fort, et d'ajouter que beaucoup de Suisses alémaniques restent très attachés au français. Mais la Suisse romande doit rappeler qu'elle existe, partir à l'offensive. « Je pense aussi qu'il faut encourager les échanges dans la formation des enseignants, qui constituent la caste clé pour faire changer les choses. Ces expériences de l'autre côté de la frontière linguistique devraient peut-être être rendues obligatoires, en tout cas fortement stimulées ».</p>
--	---

Mercredi 04.06.14 – Le Temps

<p>www.letemps.ch « Le Bärndütsch garde droit de cité » ATS Berne Langue des débats au parlement</p>	<p>Le Grand Conseil bernois privilégie le dialecte et a rejeté par 102 voix contre 40 une motion transformée en postulat du député vert du Jura bernois Pierre Amstutz demandant que les débats s'effectuent principalement en français et en allemand standard. « Le dialecte est une autre langue pour nous », a déclaré à la tribune le motionnaire. Pour celui-ci, une meilleure compréhension entre les deux communautés linguistiques passe par une utilisation de l'allemand standard, tout en invoquant un gain d'efficacité. Un autre désavantage de l'utilisation du dialecte bernois concerne les visiteurs du Jura bernois qui assistent aux sessions depuis la tribune.</p> <p>Lors des débats, tenus en dialecte mais aussi en allemand, la majorité des députés ont expliqué que le dialecte était le langage du cœur et qu'il reflétait l'identité de leur canton. « C'est l'ADN politique des députés alémaniques », a estimé l'élue UDC du Jura bernois Manfred Bühler.</p>
--	---

Samedi 14.06.14 – Le Temps

<p>www.letemps.ch « Appel pour la paix des langues » Enseignement Les Etats s'inquiètent pour les idiomes nationaux Bernard Wuthrich</p>	<p>Le Conseil fédéral ne laissera pas faire les cantons tentés par l'éviction du français du niveau primaire. Pour donner suite aux interpellations des conseillers aux Etats Raphaël Comte (PLR/NE) et Christian Levrat (PS/FR), Alain Berset – ministre de l'Intérieur « La position du Conseil fédéral est calme, sereine, posée, mais très claire : le plurilinguisme est une caractéristique identitaire essentielle de la Suisse. L'enseignement des</p>
---	--

	<p>langues nationales n'est pas uniquement une question pédagogique mais aussi politique ». Cependant la marge de manœuvre du Conseil fédéral est étroite puisque l'éducation relève de la compétence des cantons. Heureusement, la loi sur les langues et la Constitution donnent à la Confédération des compétences subsidiaires au nom du maintien de la cohésion nationale. Alain Berset rajoute « l'enseignement d'une deuxième langue nationale dès l'école primaire est essentiel pour la cohésion nationale ».</p> <p>Plusieurs cantons de Suisse centrale et orientale sont tentés de renvoyer l'apprentissage du français ou, dans certains cas, de l'italien à l'échelon secondaire et donc contraire à HarmoS.</p> <p>Cette tendance inquiète Raphaël Comte et Christian Levrat qui voient cela comme une menace pour la compréhension mutuelle. Selon Christian Levrat, le Conseil fédéral devrait agir très rapidement si un canton décide de supprimer une deuxième langue nationale du niveau primaire. Il a peur qu'une telle décision fasse école et que l'on doive craindre une érosion graduelle.</p> <p>Joachim Eder (PLR/ZG) et Felix Gutzwiller (PLR/ZH) donnent raisons aux deux parlementaires romands. « Les cantons ont besoin d'un signe clair de la Confédération. En l'absence de consensus chez les directeurs cantonaux de l'instruction publique, la Confédération devrait décider quelle langue doit être enseignée en premier. Et c'est un fédéraliste convaincu qui dit cela » argumente Joachim Eder. Quant à Felix Gutzwiller, il en appelle à la « paix des langues ». Cependant, ce sentiment n'est pas partagé par tous les sénateurs. Géraldine Savary (PS/VD) précise que le sujet est suivi de près : « Nous attendons le rapport d'évaluation d'HarmoS, que les cantons publieront en 2015, puis nous en discuterons avec eux ».</p> <p>Si un canton décide, avant la publication du bilan, de renoncer au français en primaire, il dit qu'une solution serait à trouver. En cas de désaccord, il en serait débattu sur le plan fédéral. Il esquisse deux pistes : une modification de la loi sur les langues ou un arrêté fédéral déclarant le programme HarmoS de force obligatoire</p>
--	--

<p>www.letemps.ch</p> <p>« La Sarre veut devenir bilingue »</p> <p>Allemagne Le Land cherche à stimuler son économie avec le français</p> <p>Nathalie Versieux</p>	<p>La région de Sarrebruck, région de l'ouest de l'Allemagne, frontalière avec la Lorraine, la Moselle et le Luxembourg, a décidé de devenir bilingue d'ici à 2043. L'objectif est de permettre l'éclosion d'une première génération bilingue d'ici à 2043, afin de soutenir le développement économique.</p> <p>Menacée de marginalisation au sein de la République fédérale, la Sarre voit son salut chez ses voisins européens, avec qui elle a formé la grande région « Saar-Lor-Lux » avec un objectif politique tout d'abord. « Beaucoup de pays sont devenus bilingues par tradition, rappelle la ministre présidente de la région, la chrétienne démocrate Annegret Kramp-Karrenbauer. Si ce projet réussi, ils seront le premier exemple d'une région devenue bilingue par volonté politique. La Sarre doit devenir une passerelle vers l'Allemagne et une porte d'entrée sur la France. « Nous avons affaire à un véritable espace économique commun et à un marché du travail transfrontalier » souligne-t-elle.</p> <p>Le français ne deviendra pas la seconde langue officielle en Sarre mais la « langue de la vie quotidienne ». La maîtrise de cette langue sera un critère d'embauche au sein des administrations. Par étape, la langue de Molière sera enseignée à partir du jardin d'enfants et dès la première année de l'instruction obligatoire. Au collège, le français sera la première langue étrangère, au côté de l'anglais.</p> <p>Dans le Bade-Wurtemberg, frontalier avec l'Alsace et la Suisse, les parents s'étaient rebellés contre l'obligation instaurée en 2003 d'apprendre le français au lieu de l'anglais dès le primaire dans la zone frontalière. Selon Annegret Kramp-Karrenbauer « c'est vrai que le français a la réputation d'être difficile et moins utile que l'anglais. Mais il ne s'agit pas de compétition entre les deux langues. L'idée est de sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge au français, et d'introduire au primaire le français écrit et l'anglais en parallèle ». Elle est optimiste sur le fait que la Moselle va développer une stratégie similaire. « Ainsi pourrons-nous développer un noyau central franco-allemand au niveau européen ».</p>
---	--

<p>www.letemps.ch « Enseignement précoce : Un enthousiasme aveugle »</p> <p>Langues Le professeur Georges Lüdi regrette les attaques contre le français outre-Sarine</p> <p>En primaire, certaines branches pourraient y être enseignées en français, estime-t-il</p> <p>www.20minutes.ch Suppression du français : tendance « dangereuse »</p>	<p>Certains cantons alémaniques songent à supprimer le français des écoles primaires. Nidwald votera prochainement. Une tendance qui désole Georges Lüdi, professeur à l'Université de Bâle.</p> <p>Ce romand, qui a appris l'allemand dès l'âge de 6 ans, est favorable à l'immersion des enfants dans un environnement bilingue.</p> <p>Il rappelle qu'en termes de fracture linguistique, les torts sont partagés. « Les francophones ont une attitude très normative par rapport à leur langue ». Les enseignants très pointilleux, craignent qu'on massacre la langue de Molière, ce qui décourage les germanophones. Une connaissance pragmatique des langues – que l'on soit capable de communiquer, même avec des fautes est préconisée.</p> <p>« On s'avance sur une pente dangereuse » affirme-t-il. « Actuellement, il n'y a pas assez d'heures en français dans les écoles primaires suisses alémaniques et vice versa », renchérit-il.</p> <p>Il est favorable à un développement de l'enseignement bilingue, comme enseigner d'autres matières – l'histoire ou la géographie en langue française. Pour donner plus de poids à ses dires, il s'appuie à l'exemple du Luxembourg où les mathématiques sont données en français dès la fin du primaire. Selon lui, c'est un excellent moyen d'augmenter le taux d'exposition.</p> <p>Par contre, il remet en cause l'enseignement de l'anglais. « Son utilité est contestable, la plupart des PME n'en ont absolument pas besoin ». Selon une étude, la majorité des Alémaniques apprenaient l'anglais pour leurs vacances et non pas pour le travail. « Il faut leur redonner envie de voyager en France et en Suisse romande. Faire des échanges avec les élèves par exemple ». Selon Georges Lüdi, les romands estiment que le dialecte n'est pas une langue, qu'ils ne peuvent pas l'apprendre, qu'il varie trop d'un canton à l'autre. « La plupart des enseignants d'allemand en Suisse romande ne le parlent pas et portent les mêmes préjugés. Et pourtant, on pourrait vraiment sensibiliser les jeunes romands au Mundart, à côté de l'allemand standard.</p>
--	--

	<p>Plusieurs initiatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs cantons sont en passe de voter sur le sujet. Les citoyens de Nidwald s'exprimeront sur la suppression de l'une des deux langues étrangères enseignées à l'école primaire, menaçant ainsi indirectement l'enseignement du français. - Dans le canton des Grisons, une initiative populaire similaire à celle de Nidwald a abouti en novembre dernier. - Dans le canton de Lucerne, la récolte de signatures est encore en cours pour un texte similaire. Une motion du PDC déposée l'an dernier demande que les élèves en difficultés soient dispensés des cours de français. <p>Le Conseil fédéral a récemment indiqué qu'il ne laisserait pas un canton sacrifier l'enseignement d'une deuxième langue nationale à l'école primaire en faveur de l'anglais. « S'il n'y a pas d'autre solution, le Conseil fédéral est disposé à agir », répondait Alain Berset à l'inquiétude de plusieurs sénateurs romands, comme alémaniques, de droite et de gauche – à titre subsidiaire, comme le lui permet et même l'y oblige la constitution.</p>
--	---

Montag 23. Juni 14 – Der Bund und Tages-Anzeiger

<p>www.tagesanzeiger.ch Lieber spät als unmotiviert</p> <p>Spracherwerb Für den nationalen Zusammenhalt zählt nicht, wann die Kinder andere Landessprachen lernen. Sondern dass sie sie lernen Von René Lenzin</p> <p>www.derbund.ch</p>	<p>Innenminister Alain Berset hat im Parlament erklärt, dass der Bund eingreifen wird, sollte sich ein Teil der Kantone weigern, bereits in der Primarschule eine zweite Landessprache zu unterrichten.</p> <p>In der Familie von René Lenzin ist der Vater zu einer Zeit zur Schule gegangen, als man das Wort „Frühfranzösisch“ noch kaum buchstabieren konnte. Dennoch hat er an der Oberstufe Französisch, Englisch und Italienisch gelernt. Die ältere Tochter hat ab der 5. Klasse drei Jahre lang Französischunterricht genossen, jedoch ohne etwas zu lernen. Französisch hat sie sich erst ab der 8. Klasse angeeignet. Die jüngere Tochter ist in</p>
--	---

	<p>der 7. Klasse in den Französischunterricht eingestiegen und absolviert die Maturaprüfung. Dabei fühlt sie sich im Vergleich zu ihren Mitschülerinnen, die alle mindestens zwei Jahre früher mit Französisch angefangen haben, nicht benachteiligt. Schliesslich hat die Grossmutter ohne Matura oder akademischen Abschluss Französisch und Italienisch durch Aufenthalte im Welschland und im Tessin gelernt.</p> <p>Heutzutage gehen Jugendlichen nicht mehr als Au-Pair in die anderen Sprachregionen.</p> <p>Er fragt sich, ob die kleinen Romands und Deutschweizer gerne Französisch und Deutsch lernen, weil es für den nationalen Zusammenhalt zentral ist. Eine Hälfte in der Primarschule ist überfordert von zwei Fremdsprachen und die andere Hälfte hat wenig Lust, neben Englisch auch noch Deutsch, Französisch oder Italienisch zu lernen. Wenn sich Westschweizer und Deutschschweizer Schüler begegnen, ist die Chance gross, dass sie English miteinander reden, weil es cooler ist.</p> <p>Der Kampf gegen das Englische als beliebteste Fremdsprache ist verloren, sowohl in der Deutsch- als auch in der französischen und italienischen Schweiz. Nun muss die Schule dafür sorgen, dass die Landessprachen trotzdem ihren Platz erhalten. Dabei ist nicht das Wann entscheidend, sondern das Wie. Wie wäre es zum Beispiel, den Sprachunterricht an der Sek mit Geschichte und Staatskunde zu kombinieren, um die Bedeutung der Landessprachen zu thematisieren. Und warum nicht einen mindestens zweiwöchigen Aufenthalt in einer andern Sprachregion für alle Acht- oder Neuntklässler für obligatorisch erklären? Es ist noch gar nicht lange her, da waren viele in der Westschweiz im Landdienst. Geschadet hat es sicher nicht.</p>
--	---

Lundi 30.06.14 – La Liberté

<p>www.laliberte.ch</p> <p>„Le français, de Nova à Fribourg“</p> <p>Echange Neuf jeunes élèves brésiliens de Nova</p>	<p>Le projet d'échange entre le Collège Sainte-Croix et l'Alliance française de Nova Friburgo (Brésil), soutenu par l'Instruction publique, en est à sa toute première édition. Dans une salle de classe, une vingtaine d'élèves romands, alémaniques et</p>
---	--

Friburgo sont actuellement au collège Sainte-Croix. Ils participent à un nouveau programme d'échange entre les deux villes

brésiliens discutent dans la langue de Molière. « Ces cours basés sur le dialogue et l'expression orale sont fondamentaux pour maîtriser une langue », explique Corinne Sciboz, professeure de français.

La jeune brésilienne Tainara, 19 ans, s'exprime dans un français impeccable, tout comme ses camarades brésiliens qui suivent tous des cours avec l'Alliance française.

« Le français est la troisième langue au Brésil, après l'espagnol », explique Isadora Sanchez, professeure à l'Alliance française de Nova Friburgo. « Le Brésil est historiquement francophile. Les élites du pays ont toujours parlé le français. Encore aujourd'hui, cette langue est un capital culturel important », ajoute-t-elle.

« Le fait de travailler directement avec une école à Nova Friburgo donne une grande cohérence pédagogique au projet », souligne Nicolas Violi, qui ajoute que l'immersion reste encore le meilleur moyen d'apprendre une langue et de découvrir une culture étrangère.